



DECLARATION DES PARTICIPANTS AU COLLOQUE DU 22 MAI AU SENAT,

**« Conga no va ! Droits environnementaux et humains au Pérou :  
quelles perspectives ? Quelles solidarités »**

Nous, les Organisations et les participants réunis en colloque, le 22 mai à Paris, au Palais du Luxembourg, nous avons tenu à rendre publique notre profonde inquiétude face aux derniers développements du conflit politique, social et environnemental, qui se déroule à Arequipa, Islay de Cocachacra.

Nous condamnons fermement, ces nouvelles violations graves des droits de l'homme et l'usage insensé des armes à balles réelles par les forces de police à l'encontre de manifestants pacifistes, qui a tué ces derniers jours, Ramon Colque VILCA, et encore récemment Champi Luis Quispe, abattu par la police.

Chaque manifestation, chaque grève, chaque initiative, peut apporter la mort, le gouvernement réprimant désormais par le feu et le sang en imposant la terreur.

Nous exigeons que soit mis un terme à l'état d'urgence dans la province d' Islay annoncé par le président du Conseil des ministres, Pedro Cateriano, et le rétablissement des garanties constitutionnelles des Droits de l'Homme au Pérou. Une situation qui va crescendo, puisqu'aujourd'hui ce sont 7 départements déclarés en état d'Urgence, et le gouvernement autorise l'intervention des forces armées dans les régions d'Ayacucho, Apurimac, Cajamarca, Cusco, Moquegua, Puno et Tacna.

Nous dénonçons le refus réitéré du Gouvernement Péruvien et de son Président, devant l'OEA, de se conformer aux mesures de précaution en faveur des 46 personnes, des 2 journalistes, de la famille Chaupe ainsi que de Gregorio Santos dont l'intégrité physique et la vie sont menacées, dans le conflit contre le mégaprojet Conga à Cajamarca.

Nous nous indignons devant le nouveau raid, le 22 mai, des forces de police privée de l'entreprise Yanacocha, accompagnée par des membres des DINOES dans la propriété de la famille Chaupe Tragadero Grande Sorochocho et la destruction d'une partie de son logement.

Nous appelons de toute urgence toutes les organisations démocratiques françaises et européennes à se joindre à notre protestation. Nous les invitons à adresser aux Présidents de la République Péruvienne et Française, de toute urgence, ces exigences en faveur du respect des Droits de l'Homme et celles des peuples originaires, au Pérou.